

RESUME DE THESE

LES DYNAMIQUES COLLECTIVES EN POST-CONFLIT REFLEXIONS SUR UNE RESILIENCE SOCIALEMENT SOUTENABLE

Résumé de la thèse

Cette thèse aborde la notion de résilience collective socialement soutenable à l'échelle des organisations locales. Cette notion est conceptualisée puis opérationnalisée afin de produire des informations dans trois zones rurales en post-conflit d'Afrique Centrale et de l'Ouest.

Historiquement, l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) s'est intéressée aux organisations dites du tiers secteur - c'est à dire qui ne relève ni de l'entreprise privée fondée sur un modèle purement capitalistique ni des institutions publiques - telles que les associations, les coopératives et les mutuelles. Nous nous insérons dans cette mouvance en prenant comme principal objet d'analyse les dynamiques collectives en milieu rural que sont les organisations de producteurs, les systèmes d'entraide agricole, les tontines, les caisses de solidarités, etc. Les organisations locales que nous considérons dans ce travail tentent de répondre à de nombreux enjeux : elles soutiennent la reproduction des activités, elles constituent des formes de protection sociale informelle pour les personnes exclus des systèmes de couverture formels, et se révèlent être des lieux de production de valeurs collectives. Dans les contextes qui nous intéressent et qui sont caractérisés par de graves crises socio-politiques, les organisations locales sont d'autant plus fondamentales dans ces situations qu'elles constituent pour certaines l'un des rares recours de la population et peuvent agir comme de véritables levier de relèvement. Elles ont également de l'importance pour les organisations internationales puisque, face à la crise de légitimité des Etats en conflit récurrent, elles sont vu comme l'émanation de la société civile est assure l'ancrage local recherché par les acteurs humanitaires. Il s'agissait pour nous d'évaluer ces collectifs, c'est à dire d'analyser les processus de structuration qui conduisent à l'action collective mais aussi les fonctions qui leur étaient attribuées par leurs membres afin de comprendre leurs trajectoires.

La mise à l'agenda de la résilience pour penser le relèvement au sein des institutions internationales en a fait une notion incontournable dans la sphère humanitaire. Toutefois, nous avons posé l'hypothèse que les processus de résilience collective en contexte post-conflit n'étaient probablement pas tous souhaitables, car certains pouvaient s'avérer socialement non soutenables. En effet, au travers d'analyses empiriques, Stewart (2005) met en évidence les effets ambivalents que peuvent avoir les collectifs. D'une part, elle met en exergue le fait que les groupes formés au sein de populations pauvres peuvent permettre une amélioration de leurs situations, mais d'autre part elle souligne comment l'identité collective peut elle-même amener à des conflits. Et alors que les acteurs humanitaires considèrent exclusivement (ou presque) ce premier aspect, c'est bien cette ambivalence qui justifie que nous focalisons nos travaux sur les dynamiques collectives, notamment dans des zones d'intervention humanitaire. Nous proposons ainsi d'articuler la notion de

résilience avec celle de soutenabilité sociale, pour distinguer les processus de résilience socialement soutenables de ceux qui ne le seraient pas.

La question de recherche de la thèse est la suivante : quels sont les principaux fondements de la résilience collective socialement soutenable en contexte post-conflit ?

La thèse, qui visait à apporter des éléments de réponse à cette question, est composée de trois parties et de sept chapitres. La Partie I est destinée à la présentation des cadres théoriques et méthodologiques élaborés pour apporter des réponses à la question de recherche. Elle est composée de trois chapitres. Le Chapitre 1 aborde les trois entrées qui ont modelées notre réflexion : le post-conflit, les dynamiques collectives et la notion de résilience. Dans le Chapitre 2, nous nous attachons à présenter plus particulièrement les choix théoriques que nous avons effectués pour construire notre cadre conceptuel. A partir d'une revue de la littérature, nous conceptualisons la notion de résilience collective. Pour évaluer les organisations locales, nous choisissons de mobiliser l'approche par les capacités à l'échelle du collectif - ce qui fait l'objet d'une seconde revue de la littérature - pour penser à la fois le processus d'émergence, le processus de structuration de la dynamique collective mais aussi son fonctionnement effectif. Ainsi, l'émergence d'une organisation locale est liée pour nous à la mise en commun de ressources (qui vont permettre de bénéficier ressources partagées) et la coordination des aspirations et de la vision de ce que devrait être le collectif, permettant de développer une agencéité collective. Ces deux piliers font naître des capacités d'action collectives qui représentent les moyens d'agir collectivement : la capacité à gérer un conflit interne, la capacité à inciter la confiance des personnes extérieures, (pour n'en citer que quelques unes). Afin d'en affiner la portée normative, nous adjoignons à ce cadre conceptuel la notion de soutenabilité sociale. Nous déclinons cette dernière au travers de l'analyse de deux phénomènes : les nuisances internes (qui correspondent aux effets négatifs du fonctionnement de l'OL sur une partie de ses membres) et les nuisances externes (qui correspondent aux effets négatifs du fonctionnement de l'OL sur les non-membres). Nous prolongeons la réflexion en articulant nos propositions à l'échelle des collectifs avec une analyse à l'échelle des personnes. Celle-ci cherche à mettre en évidence les fondements des comportements collaboratifs (vouloir appartenir à une organisation locale d'une part, pouvoir y appartenir d'autre part), que nous formalisons au travers de deux capacités : la capacité à assurer sa subsistance et la capacité à s'intégrer socialement. Le Chapitre 3 est quant à lui destiné à la méthodologie de recherche, et a pour ambition d'opérationnaliser ce cadre conceptuel. Le design de recherche mixte que nous avons mobilisé est constitué d'une approche systémique (phase préparatoire) suivi de focus-groups à destination des organisations locales, d'entretiens et d'enquêtes auprès des ménages. Nous insistons sur la complémentarité des méthodes d'analyse qualitatives (analyses des récits de vie, reconstitution des trajectoires, encodage des données pour nourrir l'analyse quantitative) et quantitatives (analyse multidimensionnelle et classification) pour apporter des éléments de réponse à la question de recherche.

La Partie II, qui comporte deux chapitres, s'attache à montrer les spécificités mais aussi les similitudes pour construire un cadre comparatif à nos trois terrains de recherche. Dans le Chapitre 4, nous explicitons tour à tour ces contextes dans lesquels nous avons produit nos données, en abordant les dimensions historiques de

la structuration collective d'une part et du conflit d'autre part. Notre premier terrain se situe en RCA, pays affecté par des violences sporadiques depuis 2003, et dont le Nord-Ouest a été particulièrement touchés par des vagues de pillages et d'incendies de village en 2007 et 2009. Notre second terrain se trouve être en RCI. Au Sud-Ouest, c'est la poly-ethnicité du peuplement qui a conduit à en faire une zone particulièrement affectée par la crise post-électorale de 2010-2012. Le Nord-Kivu, une Province située à l'Est de la RDC, et chroniquement en proie aux exactions de différents groupes armés, constitue notre troisième terrain. Il s'agit d'un contexte mouvant depuis des décennies, qui doit son appellation post-conflit dans mon travail qu'à mon passage à la fin de la guerre du M23, groupe rebelle démantelé fin 2013. Si les contextes sont évidemment spécifiques à chaque terrain, il existe des similitudes importantes - qui portent notamment sur les effets globaux de chaque conflit sur les populations (déplacement, perte des moyens d'existence), mais aussi sur les dynamiques collectives, et le rôle de ces dernières dans le relèvement des populations - et qui justifient notre décision de mener une analyse transversale. Pour ce faire, deux bases de données sont élaborées : la première, à l'échelle des organisations locales, regroupe les informations produites au cours des focus-groups auprès de 265 collectifs ; la seconde, est constitué par les 1799 enquêtes administrées aux personnes membres et non-membres de ces collectifs. Le Chapitre 5 présente les analyses qualitatives que nous avons menées à partir des organisations locales rencontrées et des interactions entre leurs membres mais aussi de l'articulation entre le collectif et le reste du village : qu'est ce qui explique la disparition de certaines OL ? Quelles fonctions sont données à celles qui persistent, autrement dit comment les membres les mobilisent au sein de leur système d'activités ? Y-a-t-il des personnes qui cessent ou qui débutent leur implication dans une dynamique collective ? Quels sont les mécanismes et les motivations que l'ont peut identifier derrière ses évolutions ? Ce sont ces analyses qui nous ont permis d'identifier certaines pistes de réflexions et qui vont venir nourrir les statistiques multidimensionnelles de la partie suivante.

La Partie III est donc allouée à une démarche plus quantitative à partir des données produites sur nos trois terrains de recherche. Le Chapitre 6 est dédié à la mise en évidence des fondements de la résilience collective. Les analyses concernent donc les informations produites à l'échelle des organisations locales, et aboutissent à l'identification des processus que sont la résilience, la résistance et le déclin collectif, ainsi que des facteurs qui y sont associés. Pour éviter tout piège de circularité des données, nous distinguons les manifestations de la résilience collective d'une part, et ses potentielles causes d'autre part. Comme manifestation de la résilience, nous retenons le niveau de viabilité, c'est à dire le fonctionnement effectif au moment de mon passage couplée aux informations sur l'avenir de l'organisation locale telle que perçue par ses membres. Nous y adjoignons une approche dynamique au travers de l'analyse de la trajectoire de l'organisation locale. Dans notre travail, la résilience collective est ainsi fonction du choc subi (les conséquences de la crise), des risques qui menacent l'avenir, et des capacités collectives qui permettent ou non de faire face après le choc et de se prémunir des risques. Au travers d'une méthode de classification mixte, nous élaborons une typologie des organisations locales que nous mettons en perspectives avec leurs trajectoires afin de caractériser les processus de résilience, de résistance et de déclin. Si les premiers semblent émaner de la mobilisation autour d'un besoin commun et/ou de l'éviction des comportements

opportunistes, les derniers semblent quant à eux liés à la distension du lien social et/ou à la démobilisation des membres face aux contraintes économiques. Enfin, dans le Chapitre 7, nous proposons la construction d'une typologie - au travers d'une méthode de classification mixte - des profils socio-économiques des personnes rencontrées. A partir de celle-ci, nous interrogeons premièrement le lien entre les profils des personnes et leur appartenance à une organisation locale. Si les caractéristiques économiques (i.e. la capacité à assurer sa subsistance) ne semble jouer que peu sur l'appartenance d'une personne à une dynamiques collective, en revanche la situation sociale ce celle-ci (i.e. la capacité à s'intégrer socialement) présente une influence prédominante : ce sont les personnes qui possèdent un statut social élevé qui peuvent le plus facilement s'impliquer dans un collectif. Les différents profils peuvent également être mis en lien avec les différentes trajectoires collectives. Les organisations locales les plus viables présentent généralement des membres dont la situation social repose soit sur leur statut soit sur leur réseau, tandis que leur situation économique est défavorable à très défavorable. Pour finir, nous abordons également la question de la soutenabilité sociale, et nous mettons notamment en évidence les contradictions de celle-ci avec les processus de résilience collective.

Dans la conclusion, nous faisons premièrement une synthèse des principaux résultats de la thèse. Tout d'abord, nous rappelons les facteurs associés à la résilience collective que nous avons identifiés : une agencité collective forte, une capacité élevée à se coordonner en interne, le maintien des anciens membres, une fonction révélant une intégration très forte de l'organisation locale au sein des systèmes d'activités des membres. Les facteurs concourant à la soutenabilité sociale semble quant à eux plus ambivalents. Par exemple, des disparités socio-économiques importantes entre les membres peuvent favoriser les nuisances internes mais empêchent généralement le développement de nuisances externes. Ensuite, nous mettons en perspective les effets des projets humanitaires sur les organisations locales et détaillons les principales pistes de réflexion pour accompagner les organisations locales ciblées par les projets vers une plus grande résilience collective socialement soutenable. Enfin, nous présentons ce qui selon nous constitue les principales perspectives de recherche ouvertes par notre travail : l'analyse des modes organisationnels comme révélateur des évolutions sociales ; les organisations locales comme systèmes de protection social réactifs aux crises ; l'articulation entre résilience collective et résilience à l'échelle du village d'une part et résilience individuelle d'autre part.

Résultats originaux et valorisation envisagée :

Les trois principaux apports de notre travail de recherche résident selon nous dans (i) la proposition de conceptualisation de la résilience collective socialement soutenable, (ii) l'application de l'approche par les capacités à l'échelle des organisations locales et (iii) la formalisation de pistes opérationnelles pour l'accompagnement des organisations locales en contexte post-post-conflit. En effet, en travaillant à la fois sur le cadre théorique et sur les aspects empiriques de la résilience collective, nos recherches ouvrent la voie à des réflexions tant dans le milieu académique qu'au niveau opérationnel.

Premièrement, nous avons positionné notre recherche dans ce qui nous semblait être un gap au niveau de la littérature sur la résilience, en traitant de la résilience de l'action collective. Ce choix a été notamment motivé par le fait que la littérature s'intéressait presque exclusivement à l'échelle individuelle ou à l'échelle de la communauté, et mobilisait des outils et des indicateurs qui ne permettaient pas d'éclairer ce qu'il se passait à l'échelle des petits collectifs (tontines, système d'entraide agricole, groupements de producteurs). Les travaux les plus en lien avec cette recherche datent de 2016, au moment où nos réflexions avaient déjà pris la forme de ce que vous pouvez lire dans le Chapitre 2 de la thèse. Notre deuxième contribution se situe dans l'application à l'échelle du collectif de l'approche par les capacités. Si la piste avait déjà été ouverte au début des années 2000 (avec notamment les travaux de Evans), les autres recherches significatives dans ce sens datent d'elles de 2015 (Pelenc, et al.) et de 2017 (Ruiz-Ortega et al.). Faire converger les réflexions sur la résilience et ceux sur les capacités a déjà été proposé par certains chercheurs. Il y avait un intérêt à proposer cela à l'échelle collective car l'approche par les capacités permet, à partir de l'agencéité collective, des ressources partagées, et des facteurs de conversions, de penser à la fois l'émergence du collectif, son processus de structuration et et le fonctionnement effectif de l'OL, et donc d'interroger la résilience à plusieurs niveaux. Cette articulation entre résilience et capacités a permis dans notre cas d'appréhender les réalités locales des populations rencontrées, où la situation de la personne et du collectif restent étroitement liées - c'est à dire de pouvoir penser à la fois le découplage et l'encastrement, à la fois l'entité collective pour elle-même et la coordination des acteurs. Pour ce qui est des premières pistes de réflexion normative, un premier article¹ a été tiré de ce travail de thèse, qui reprend les trajectoires des OL et mobilise les démarches de classification pour mieux les décrire et les caractériser. Cet article met donc l'accent sur l'identification des processus qui conduisent à des trajectoires de résilience ou de déclin et aux recommandations qui en découlent en ce qui concerne les interventions d'appui aux organisations locales.

Ainsi d'autres publications originales peuvent être proposées à partir de cette recherche :

- un article reprenant les apports théoriques autour de l'extension du cadre des capacités appliquées à l'échelle des dynamiques collectives ;
- un article permettant de développer les réflexions conceptuelles sur la résilience socialement soutenable, au travers d'une synthèse des différents corpus bibliographiques mobilisés et qui permettent la construction de notre proposition ;
- un article présentant les résultats empiriques sur ce que révèle l'analyse des organisations locales sur les recompositions économiques et socio-politiques suite au conflit à l'échelle des personnes, membres et non-membres ;

De plus, de potentiels travaux normatifs - qui consisteraient à produire une méthodologie simplifiée à partir des résultats de la recherche et à concevoir un outil d'aide à la décision abouti - mériteraient d'être développés pour aller plus loin. Cela permettrait de mieux mettre en lien la recherche académique et les préoccupations des acteurs socio-économiques (pour nous, les acteurs humanitaires).

¹ ARCHAMBAUD, L., GONDARD-DELCROIX, C. (2018). Organisations locales et résiliences collectives. Trois terrains africains en situation de crise prolongée, *Revue internationale des études du développement* 2018/3 (N° 235), p. 61-90